



ARRÊTÉ MUNICIPAL

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA POLICE ADMINISTRATIVE
PERMIS DE STATIONNEMENT

N° : PA 2025- 933

Date : 12 NOV. 2025

Mis en ligne le :

12 NOV. 2025

Objet : Manège Auto Skooter

Lieu : Place de Provence

Dates : Du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026

N° Acte : 6.1

Le Maire de Vitrolles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants conférant au Maire des pouvoirs généraux en matière de Police ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, L.2125-1 et suivants ;
Vu l'article L113-2 du code de la voirie routière ;
Vu la loi n° 2008-136 du 13 février 2008 relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attractions et le décret d'application n° 2008-1458 du 30 décembre 2008 qui impose aux exploitants de manèges un contrôle technique initial puis périodique ;
Vu les arrêtés municipaux n° VRC P 22-001 du 24 février 2022 et VRC P 22-004 du 17 mars 2022 portant réglementation de circulation dans le centre urbain ;
Vu l'arrêté municipal portant réglementation de la fête foraine qui aura lieu du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026, sur la place de Provence ;
Vu l'arrêté municipal n° 24-08 du 11 avril 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Claude MATHON dans le cadre des activités d'occupation du domaine public ;
Vu la délibération n° 24-225 du 12 décembre 2024 relative aux tarifs publics ;
Vu l'avis favorable du compte-rendu de vérification périodique du manège Auto Skooter par le vérificateur agréé C.C.E.V., en date du 13 mars 2024 et valide jusqu'au 12 mars 2027 ;
Vu l'attestation d'assurance d'Audit Financière Varoise pour l'exploitation d'un manège Auto Skooter automatisé, pour la période du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 ;
Vu la demande en date du 9 octobre 2025, de Mr Gérald GUIGUES, [REDACTED] sollicitant l'autorisation d'installer un manège « Auto Skooter », pendant la fête foraine, aux lieu et dates indiqués en objet ;
Considérant que l'occupation du domaine public est soumise à autorisation et redevance ;

ARRÊTE

Article 1

Monsieur Gérald GUIGUES est autorisé à installer, un manège Auto Skooter, de 26 mètres linéaires, sur la Place de Provence, pendant la fête foraine, qui se déroulera du 19 décembre 2025 au 3 janvier 2026. Le placement s'effectuera selon les recommandations de l'équipe municipale.
 Monsieur Gérald GUIGUES est autorisé à s'installer le 18 décembre 2025, à partir de 7h00 et procéder à la désinstallation le 4 janvier 2026, à partir de 14h.
 Il ne sera pas possible de quitter l'emplacement avant.

Article 2

L'autorisation est nominative, personnelle, précaire et révocable par l'administration territoriale. Elle ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit. Elle est valable uniquement pour les lieu et dates définis à l'article 1.

Article 3

Le demandeur s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du demandeur.

Article 4

Le demandeur devra répondre aux obligations générales de sécurité et se conformer aux prescriptions ci-après :

- Garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- Maintenir un passage d'au moins un mètre quarante pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

Article 5

Le titulaire de cette autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers et s'engage à être à jour de sa police d'assurance dans le cadre de son activité.

Article 6

Monsieur Gérard GUIGUES – n° Siret 339 816 829 000 32 - est tenu au paiement d'une redevance d'occupation du domaine public pour "Manège et food truck, de plus de 10 mètres linéaires, hors marché de Noël". Cette redevance est fixée à 175,83 € par semaine, soit 351,66 euros pour 2 semaines. Elle devra être acquittée dans un délai de 30 jours à réception du titre de recouvrement de la perception.

Article 7

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Marseille, dans un délai de deux mois à partir de sa publication ou de sa notification, par courrier ou en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 8

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa signature et les formalités de l'article L2131-1 du CGCT accomplies.

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale et Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général des Services,
- Monsieur le Directeur de la Voirie Réseau Circulation,
- Direction Animation et Evènementiel,
- Monsieur le Directeur Général Adjoint de la Vie Association et Participation Citoyenne,
- Madame la Directrice de l'Economie Emploi,
- Monsieur le Directeur de la Police Municipale,
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de la Police Nationale,
- Monsieur le Chef du Centre d'incendie et de Secours de Vitrolles.

Jean-Claude MATHON

Conseiller Municipal délégué à l'Occupation
du Domaine Public

